

Brochure n° 3098

Convention collective nationale

IDCC : 247. – INDUSTRIES DE L'HABILLEMENT

ACCORD DU 21 SEPTEMBRE 2010
RELATIF À L'INDEMNISATION DU LICENCIEMENT

NOR : ASET1051422M

IDCC : 247

Entre :

La FIDH ;

La FFICL ;

La FFPAPF ;

La FFIVM ;

L'UFIH ;

La FFML,

D'une part, et

La FS CFDT ;

La FCTH CGT-FO ;

La FTHC CGT ;

La FCTH CFE-CGC ;

La FCMTE CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Il est créé dans les clauses générales un article 43 « Indemnisation du licenciement » ainsi rédigé :

« Tout salarié, licencié sans avoir commis une faute grave ou une faute lourde et ayant à la date de notification du licenciement une ancienneté d'au moins 1 an dans l'entreprise au titre du contrat en cours, a droit à une indemnité de licenciement égale à :

- 1/5 de mois pour les 10 premières années d'ancienneté ;
- 1/3 de mois pour les années suivantes.

Dans le cas où le licenciement est prononcé pour motif économique ou du fait d'une inaptitude à tout poste dans l'entreprise reconnue par le médecin du travail, le salarié a droit à une indemnité égale à :

- 1/5 de mois pour les 10 premières années d'ancienneté ;
- 0,366 mois pour les années d'ancienneté comprises entre 10 et 20 ;
- 0,416 mois pour les années suivantes.

Le salaire de référence servant au calcul de l'indemnité de licenciement est celui du dernier salaire sans pouvoir être inférieur au salaire moyen des 3 ou des 12 derniers mois, les primes ou gratifications versées selon une périodicité supérieure au mois étant retenues à due proportion.

Pour le calcul de l'indemnité de licenciement, l'ancienneté du salarié est calculée à compter de sa date d'entrée dans l'entreprise au titre du contrat en cours, sans que les périodes de suspension ne soient déduites, et jusqu'à la date de fin du préavis quand celui-ci a été exécuté par le salarié ou lorsque l'inexécution du préavis est liée à une dispense décidée par l'employeur.

Dans le cas d'année incomplète, l'ancienneté du salarié sera calculée *pro rata temporis* en tenant compte des mois complets. »

Article 2

Les articles 16 « Indemnités de licenciement » de l'annexe « Ouvriers », 8 « Indemnités de licenciement » de l'annexe « Employés », 10 « Indemnités de licenciement » de l'annexe « TAME » et 14 « Indemnités de licenciement » de l'annexe « Ingénieurs et cadres » sont supprimés.

Article 3

Le présent accord est applicable à compter du 1^{er} décembre 2010.

Article 4

Dépôt légal et extension

Le présent accord sera déposé en application de l'article L. 2231-6 du code du travail et son extension sera demandée.

Fait à Paris, le 21 septembre 2010.

(Suivent les signatures.)